



HAL
open science

Damas et le désert syrien

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Damas et le désert syrien. Bounouk wa Al Mustathmer, 2005, 56, pp.2. halshs-00009580

HAL Id: halshs-00009580

<https://shs.hal.science/halshs-00009580>

Submitted on 11 Apr 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Damas et le désert syrien » (traduction)

Article paru en arabe dans *Al Bank Wal Mustahmer*, n°70, septembre – octobre 2005.

Les premiers résultats du recensement de 2004 confirment les tendances à l'hypertrophie de la capitale syrienne. La population de l'agglomération de Damas dépasse quatre millions d'habitants. La circulation est devenue infernale, le prix des logements atteint des sommets, l'eau est de plus en plus rationnée ... Pourtant les immigrants continuent d'affluer à Damas et les zones industrielles de s'étendre, au point que la capitale syrienne concentre plus de la moitié des investissements privés du pays : « Damas et le désert syrien » voilà comment nous pourrions résumer la situation du pays aujourd'hui. Cette situation est assez paradoxale car dans le passé la Syrie avait un réseau urbain assez équilibré entre Alep et Damas. Par ailleurs, depuis les années 1960, la Syrie possède une tradition d'aménagement du territoire puissante dont le but est de rééquilibrer le territoire au profit des périphéries.

Une des explications majeure de l'hypertrophie de la capitale syrienne réside dans la centralisation extrême du pouvoir politique et administratif qui induit celle du pouvoir économique. Dans un Etat centralisé, il est préférable pour un entrepreneur d'être à proximité du pouvoir politique pour régler les différents problèmes qui surgissent dans la marche de ses affaires. Par ailleurs les infrastructures sont forcément plus modernes dans la capitale. En dehors du fait que la capitale est mieux soignée puisqu'elle est la vitrine du pays, les dirigeants politiques peuvent se rendre compte directement des éventuels problèmes et donc tenter de les résoudre. En revanche qui va se soucier de travaux autoroutiers au ralenti dans le nord de la Syrie ou du sous-développement de la Djézireh ?

La centralisation administrative et politique de la Syrie s'expliquait par le besoin d'unité nationale après l'indépendance. Le Mandat Français avait divisé le pays en plusieurs entités autonomes (Etat des Alaouites, Etat des Druzes), le Liban était devenu indépendant et le Sandjak d'Alexandrette avait été cédé à la Turquie. Il s'agissait donc pour les dirigeants syriens de tuer les tendances à l'autonomie locale, voir à la sécession. La multiplication des *nahyeh-s*, des *mantiqa-s* et des *muhafaza-s* est un excellent moyen d'affirmer le contrôle de l'Etat central sur le territoire. En outre donner à Alep le même statut administratif que Soueida ou Idleb permettait de réduire son influence politique. La création des départements en France, lors de la révolution française, obéissait au même principe : abaisser les grandes villes de province au profit de la capitale.

Aujourd'hui l'unité nationale de la Syrie est réalisée et il n'est pas possible de la remettre en cause. Quant à Damas, elle domine largement le territoire syrien par sa population et son économie. Le gouvernement syrien ne prendrait aucun risque politique en engageant un processus de décentralisation. Au contraire, sans réforme administrative, le développement du secteur privé est entravé et le désengagement de l'Etat dans l'économie peut même conduire au développement de tendances autonomistes violentes dans les régions sous-développées qui auront un sentiment réel d'abandon. L'Etat doit donc suppléer aux carences du secteur privé dans les régions périphérique et susciter son développement dans ces mêmes régions. Mais d'éventuelles exemptions fiscales seules ne peuvent conduire les entreprises à Deir Ez Zor ou favoriser le développement des entreprises locales : c'est la proximité d'un pouvoir de décision et d'infrastructures modernes.

Il convient donc de lancer en Syrie un processus de régionalisation/décentralisation. La région est le dernier niveau où se structure les relations locales avant le national. Elle possède donc une unité économique, son centre est une ville ou plusieurs villes en réseau, qui polarisent un espace : un bassin de vie et d'investissements. Les frontières sont floues et mouvantes, variables en fonction des époques. En général, le découpage régional repose sur les entités administratives précédentes pour plus de commodités. La régionalisation est un mode de gestion du territoire destiné à favoriser le développement économique national en rapprochant le pouvoir de décision de la population. Dans une économie moderne, il est impossible de pouvoir gérer depuis la capitale. Ainsi la plupart des pays européens ont-ils adopté un découpage régional dans l'après deuxième guerre mondiale.

Dans son nouveau schéma d'aménagement du territoire la Jordanie a décidé d'établir un découpage régional du pays autour de trois villes : Ma'an (le Sud), Amman (le Centre) et Irbid (le Nord). Le but est de promouvoir un développement économique équilibré du pays en dotant deux grandes villes de province de pouvoir de décision sur un vaste territoire. Les *muhafaza*-s sont des entités trop petites pour cela. La région constitue une meilleure échelle d'intervention. Elle s'appuie sur une ville qui constitue déjà un centre économique attractif pour les populations locales et dotée d'équipements comparable à la capitale (université, autoroute, aéroport, services bancaires ...). Si sur le plan administratif tout les chefs lieux de *muhafaza* sont égaux, sur le plan démographique et économique ce n'est pas le cas : Soueida, Dera'a et Quneytra sont écrasées par le poids de Damas, Idleb n'est pas comparable à Alep, Hama est distancée nettement par Homs et Lattaquié conserve toujours un avantage sur Tartous, malgré la croissance exceptionnelle de cette ville. Dans le Nord-Est de la Syrie, la situation est particulière puisque Qameshli, Hassakeh, Deir Ez Zor et Raqqa possèdent sensiblement le même poids, sans doute la distance mais aussi une économie locale essentiellement basée sur l'agriculture et ses services contribue-t-il à maintenir un certain équilibre entre ces villes. Nous avons donc quatre régions évidentes : « Le Sud » autour de Damas, « Le centre » avec Homs (*muhafaza*-s de Homs et Hama), « La côte » avec Lattaquié (*muhafaza*-s de Lattaquié et Tartous), le « Nord-Ouest » autour d'Alep (*muhafaza* d'Idleb et d'Alep). La situation est plus complexe dans le quart Nord-Est en raison des problèmes de sous-développement et des distances : faut-il regrouper les *muhafaza*-s de Raqqa, Deir Ez Zor et Hassakeh dans une même région, dont Deir Ez Zor serait la capitale ? Ou bien créer deux régions : « La vallée de l'Euphrate » (*muhafaza*-s de Raqqa et de Deir Ez Zor) et le « Haut Ghabour » avec Hassakeh comme capitale ? Le *muhafaza* de Hassakeh est celui qui exige le plus de sollicitude de l'Etat par son sous-développement et sa situation périphérique au sein du territoire syrien.

La création de région en Syrie est évoquée dans le cadre du plan quinquennal 2006 – 2010. Le découpage est encore flou et il n'est qu'un cadre de réflexion pour le commissariat au plan. Or c'est dans le cadre d'une réforme administrative globale qu'il faut introduire le découpage régional en Syrie. Le but principal est de créer un environnement favorable en province pour l'économie privée. Mais aussi de dépasser les blocages administratifs inhérents au système actuel dont la région de Damas pourra même bénéficier puisqu'elle en est elle-même victime. Actuellement l'agglomération (la ville de Damas et les villes de banlieue : Douma, Harasta, Sahnaya ...) est divisée entre le *muhafaza* de Damas-campagne et celui de Damas – ville. Cette division administrative paralyse l'aménagement de l'agglomération car les deux administrations sont concurrentes. Le plan d'aménagement du Grand Damas est discuté, retouché, de nouveau discuté mais jamais adopté. Si bien que les aménagements urgents qu'exigent la croissance exceptionnelle de l'agglomération capitale restent en attente. Comment dans ces conditions favoriser le développement économique de l'ensemble du Grand Damas ? La création d'une « Région de Damas » ou « Syrie du Sud » regroupant les *muhafaza*-s de Damas – ville, Damas – campagne, Soueida, Dera'a et Quneytra constitue la meilleure solution pour résoudre les problèmes de l'agglomération de Damas : elle offre plus d'espace à son extension et diminue les conflits entre administrations en réduisant progressivement leurs compétences au profit d'un échelon supérieur. Il ne s'agit pas de créer une région dotées de tous les pouvoirs du jour au lendemain et de supprimer les *muhafaza*-s ou des les priver de leur pouvoir. En France les régions ont été créées en 1956 mais elles n'ont eu de véritable pouvoir qu'en 1986, date des premières élections régionales. Il faut surtout éviter de créer un échelon administratif supplémentaire qui accentue les blocages administratifs. C'est une nouvelle institution avec de nouvelles méthodes qui doit être mise en place et dont le but principal sera de promouvoir le développement économique du pays.

Fabrice Balanche

IFPO – Beyrouth

Balanche.f@wanadoo.fr